



# MOUVEMENT CITOYEN

**ANALYSE du 10 juillet 2010**

## **FAURE GNASSINGBE : FAIRE PAYER AU PEUPLE SA GESTION DESASTREUSE ?**

L'accélération du mouvement social au Togo ces dernières semaines vient d'agir comme un formidable révélateur de ce que le Collectif pour la Vérité des Urnes (CVU) et le Peuple togolais n'ont cessé de dénoncer bien avant l'éclatement de la colère sociale actuelle. Il s'agit bien de la gestion calamiteuse des affaires de l'Etat par Faure GNASSINGBE et son équipe arrimée au système RPT durant les cinq dernières années. Le pilotage à vue a transformé le Togo en un pays défaillant, un pays endetté, un pays dépendant, un pays non souverain !

Le changement apporté par Faure GNASSINGBE au cours des cinq années de son premier mandat usurpé n'a guère permis au Togo d'augmenter sa prospérité. Bien au contraire, cela a accentué la mauvaise habitude de partage des fruits de la croissance entre la Nomenklatura qui détient le pouvoir et ceux qui forment sa clientèle.

Pour permettre à ce système de durer et de recommencer pendant cinq ans, il fallait instaurer un système de force, de brutalité, de kidnapping des démocrates togolais et de modification unilatérale des résultats de l'élection présidentielle. Faut-il croire que Faure GNASSINGBE veut délibérément conduire le Togo vers ce qu'il faut bien appeler un abîme politique, économique, financier, social et culturel ? Et pourtant, il est un des rares fils ayant le plus profité des richesses de la Terre de nos Aïeux !

Pourquoi ne souhaite-t-il pas que la création de richesse au Togo soit facilitée et surtout que toutes les filles et tous les fils du Togo puissent ensemble partager les fruits de la croissance sous forme de création d'emplois, de distribution de revenus et de pouvoir d'achat ? S'agit-il d'une ignorance grevée de mépris ou d'un cynisme politique ?

Les conséquences d'une gouvernance, entièrement fondée sur l'absence de transparence empêche de prendre conscience du niveau du détournement des richesses que produit le Togo. Les recettes provenant des richesses naturelles ou transformées du Togo, celles provenant tant des importations que des exportations sont de moins en moins enregistrées par les statistiques officielles et échappent ainsi à la vigilance du Peuple togolais, mais aussi aux institutions et chancelleries internationales.

Mais où peuvent bien partir ces richesses cachées du Togo ? Certainement pas dans la poche du Togolais ou de la Togolaise qui transpire chaque jour que Dieu fait sans voir son pouvoir d'achat augmenter. Au contraire, il est de plus en plus question de transférer les « augmentations » inexplicables et non prévisibles des prix fixés par le Gouvernement (en l'espèce, le prix du carburant) sur le dos des populations et des contribuables. Est-ce à dire que le Peuple togolais doit payer deux fois sa taxe au profit de la Nomenklatura et sa clientèle ?



# MOUVEMENT CITOYEN

Chaque Togolais et Togolaise épris de la vérité des comptes a une histoire à raconter, sur les formes diverses de dilapidation de la richesse de l'Etat patrimonial que constitue dorénavant le Togo sous le régime du Rassemblement du Peuple Togolais et de Faure GNASSINGBE. Une telle gouvernance ne pouvait conduire qu'à la faillite que connaît aujourd'hui notre pays. D'après un rapport de 2010 du Fonds monétaire international, on pouvait constater qu'en 2003 et 2004, le Père, feu GNASSINGBE Eyadéma, avait réussi à équilibrer les comptes du Togo avec respectivement +1,9 % et +0,2 % du produit intérieur brut (PIB) de solde budgétaire sans les dons venant de l'extérieur.

Aujourd'hui, on peut légitimement s'interroger sur la capacité réelle de gestion efficace du pays par Faure GNASSINGBE et son réseau, si l'on se réfère aux performances du Togo ces cinq dernières années passées sous sa direction. Le solde budgétaire (hors dons) du pays s'est dégradé, passant de -4,6 % du PIB en 2005 à son arrivée à -5,6 % en 2009 avec des prévisions pour 2010 de -6,7 % du PIB. Bref, le Peuple togolais à qui on refuse la vérité des comptes doit savoir que le Père, feu GNASSINGBE Eyadéma, avait malgré tout le souci de l'équilibre budgétaire ; ce qui est loin d'être le souci du fils, Faure GNASSINGBE. Ainsi le Togo qui était largement au-dessus de la moyenne de la zone Franc (-1,5 % du PIB) en 2004, se retrouve en 2010 parmi les derniers de la zone Franc qui affichaient -2,5 % du PIB.

Le différentiel de -4,2 % du PIB du Togo suite à la gestion irréfléchie de Faure GNASSINGBE et son réseau ne peut inspirer confiance aux investisseurs étrangers. Sur ce plan, le Togo a d'ailleurs vu son statut en matière d'environnement des affaires se dégrader. Pour preuve, notre pays est répertorié parmi les économies africaines qui au cours des 5 dernières années, ont choisi de rendre encore plus « rigides » les règles régissant les ressources humaines dans les affaires, au lieu de rendre plus flexibles (Rapport Banque mondiale, *Doing Business 2010*, p. 35). Cela est édifiant avec le nombre de jours nécessaires pour établir la propriété au Togo, en dépit de quelques améliorations mineures dans les procédures, sans que la corruption ne diminue. La diminution des taxes sur les grandes entreprises n'a pas attiré les investisseurs comme espéré.

Aujourd'hui comment les investisseurs seraient-ils davantage séduits pour investir au Togo alors qu'une grande majorité de la population n'accorde aucune légitimité au pouvoir usurpé issu du scrutin du 4 mars 2010 ? Les marches pacifiques et permanentes, les veillées de prière cumulées, et récemment les mouvements sociaux de grande ampleur ne sont que des formes visibles du rejet d'un système ne reposant guère sur la vérité des urnes et des comptes publics.

Nous avons fort justement dénoncé les entraves que n'ont cessé de dresser les différents gouvernements de Faure GNASSINGBE, pour reculer jusqu'à l'extrême limite l'installation de la Cour des Comptes du Togo, pourtant inscrite dans le marbre de la Constitution de 1992, dans le seul but d'empêcher la Cour de constater l'ampleur des malversations (détournements, escroqueries, trafics divers, notamment avec l'aéroport de Niamtougou entre autres) des fonds publics, tant au sein des sociétés nationales (phosphates, coton) que des organismes publics (Fonds d'Entretien Routier (FER), Port Autonome de Lomé), ou des administrations financières (Douanes et impôts) avant l'échéance politique de l'élection présidentielle. Certes le Togo n'est pas le seul pays à connaître une crise des finances

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe,

Togo - Tél : + 228 226 93 41 Courriel : [info@cvu-togo.org](mailto:info@cvu-togo.org) - Internet : [www.cvu-togo.org](http://www.cvu-togo.org)

Représentation internationale : Courriel : [info@cvu-togo-diaspora.org](mailto:info@cvu-togo-diaspora.org) - Internet : [www.cvu-togo-diaspora.org](http://www.cvu-togo-diaspora.org)



# MOUVEMENT CITOYEN

publiques, puisque la crise économique et financière qui secoue le Monde depuis 2007, a révélé que nombre d'économies des pays occidentaux sont aussi affectées par les conséquences d'une dette publique devenue colossale au fil du temps.

Bien entendu la faute de la crise financière et économique mondiale n'est pas africaine ! Elle revient aux Etats riches industrialisés qui ont choisi de manière dogmatique la dérégulation comme source de création de richesse nouvelle. C'est comme si en enlevant tout contrôle et interventionnisme de l'Etat, les richesses produites dans une économie fondée sur la spéculation et éloignée de l'économie réelle pouvait générer de manière pérenne de la richesse.

A la seule différence près, qu'aujourd'hui la signature du Togo ne vaut plus rien au plan international. Faure GNASSINGBE, s'est donc converti en « Président-mendiant » et est contraint, du fait des conséquences de sa propre gestion déraisonnée, d'aller quémander des subsides de certains dirigeants moins regardants sur l'éthique, la bonne gouvernance et la démocratie, pour arriver éventuellement à payer les salaires et les engagements de l'Etat en fin de mois.

Si la classe politique et la société civile togolaises n'y prêtent attention, la gouvernance de Faure GNASSINGBE risque de contraindre l'Etat togolais à annoncer une faillite économique et ne plus être en mesure d'assurer les fins de mois de l'ensemble des employés de la fonction publique ; mais faire des préférences comme cela se fait déjà au sein de l'armée, de manière souvent injuste, selon les nombreux témoignages de jeunes militaires !

Depuis qu'il existe, le Collectif pour la Vérité des Urnes (CVU) n'a cessé de montrer combien sont liés dans la marche d'une démocratie, les questions de la vérité des urnes et celle des comptes publics, tant la seconde découle dans une sorte de filiation naturelle de la première.

La particularité du Togo post-élection présidentielle du 4 mars 2010, c'est que l'immoralité politique a été élevée à un rang institutionnel par la deuxième expérimentation de l'usurpation électorale de Faure GNASSINGBE, après celle marquée par le drame, qu'il a commise en 2005 et qui lui a permis pendant cinq ans de se livrer sans résistance réelle à l'utilisation unilatérale et sans partage des ressources publiques du pays.

Et le vrai problème est qu'il n'y a aucune redistribution de richesses envers le Peuple togolais si cela n'est pas inscrit dans un calcul de clientélisme, de servitude et d'intimidation afin de réduire les Togolaises et Togolais au silence des cimetières.

La différence notoire avec 2005, c'est qu'aujourd'hui une immense majorité de filles et fils du Togo; en contestant chaque semaine la contre vérité des urnes issue de l'élection présidentielle d'une part, et ces deux dernières semaines les premières décisions sociales et économiques d'autre part ; apporte la preuve que Faure GNASSINGBE n'a aucune légitimité politique et qu'il n'y a pas de Président de la République régulièrement élu au Togo.

Le Togo est entré en résistance pacifique, une résistance marathon, une résistance pour le retour de la confiance et de l'honorabilité d'un Peuple à qui il est refusé l'autodétermination.



# MOUVEMENT CITOYEN

Par voie de conséquence, le Peuple togolais, abusé et mystifié durant plusieurs décennies et plus particulièrement au cours des cinq dernières années, par une gouvernance qui l'a méprisé et affaibli économiquement et socialement, n'a aucune raison objective pour accorder la confiance nécessaire pour assurer la gouvernance de ce Pays au Pouvoir usurpé de Faure GNASSINGBE.

D'ailleurs, si notre peuple ne s'était pas réveillé pour défendre sa démocratie, la Communauté internationale notamment africaine se serait contentée de croire que sa légitimation inique et frauduleuse, aurait raison du Peuple togolais.

La nouveauté de 2010, c'est que le Peuple togolais, non seulement a décidé de ne pas se laisser faire mais surtout de ne pas se laisser conduire à l'abattoir comme un mouton. Il a surtout décidé de récupérer son dû assorti du paiement des intérêts de retard des nombreux « arriérés » accumulés par la gestion successive non productive à son égard des précédents gouvernements, et ce dans tous les compartiments de la gouvernance.

Le Peuple togolais est en marche vers une deuxième Libération dans le cadre de la postcolonie non sollicitée. Cette libération passe par la transparence, le retour de la Diaspora, 6e région du Togo, qui doit impérativement retrouver sa fonction naturelle d'éclaireur, de conseil prudent et de partenaire en développement du Togo.

Les populations du Togo, de plus en plus nombreuses chaque semaine dans l'ensemble du pays, sont devenues des témoins et des huissiers qui établissent le constat de la faillite politique, économique, sociale, judiciaire et morale de la gestion du RPT assortie du soutien d'une partie non républicaine de l'armée et de politiciens non-républicains. Tout ceci affecte gravement la prospérité des citoyens togolais et met en danger la paix civile du fait du recours de plus en plus caractérisé du pouvoir politique à la force, à l'arbitraire et au kidnapping des citoyens.

Après avoir très largement dressé le constat politique et économique, le Peuple togolais n'a de cesse de faire comprendre qu'il a toujours voulu confier son destin à toutes les forces d'alternance qui ont décidé de lutter pour l'avènement de la vérité des urnes et des comptes publics. Pour ce faire, il y a besoin d'élaborer des solutions pacifiques de sortie de crise sans hypocrisie où le Peuple retrouvera son droit de regard permanent sur leur mise en œuvre.

Faure GNASSINGBE a atteint les limites de la quadrature du cercle et doit nécessairement reconsidérer son approche de la démocratie palliative et de façade !

Le CVU salue et encourage la mobilisation et l'action collective de toutes les filles et de tous les fils du Togo, tant au plan national que dans la Diaspora. Grâce au dynamisme des partis politiques de l'alternance et de très nombreux mouvements citoyens de plus en plus coordonnés, ce sursaut patriotique et de résistance citoyenne va sans cesse grandissant au Togo comme au sein de la Diaspora. Cette capacité de mobilisation et de résistance ouvre de nouvelles perspectives où l'espoir est permis. Un autre avenir, un futur différent des cinq années funestes de Faure Gnassingbé est possible. Il est question de mettre fin à la misère chronique dans laquelle la gouvernance de Faure GNASSINGBE a plongé le Togo, neutralisant

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe,  
Togo - Tél : + 228 226 93 41 Courriel : [info@cvu-togo.org](mailto:info@cvu-togo.org) - Internet : [www.cvu-togo.org](http://www.cvu-togo.org)

Représentation internationale : Courriel : [info@cvu-togo-diaspora.org](mailto:info@cvu-togo-diaspora.org) - Internet : [www.cvu-togo-diaspora.org](http://www.cvu-togo-diaspora.org)

# MOUVEMENT CITOYEN

le droit des générations présentes et futures à l'autodétermination économique, non sans avoir pris des engagements inconnus sur les futures richesses de la nation.

Dans ces conditions, un nombre important de mesures ont été proposées durant la campagne de l'élection présidentielle par les forces d'alternance, puis dans la période postélectorale. Au-delà de ces offres politiques, le CVU estime que ses « **22 propositions de sortie de crise** » peuvent contribuer à poser les jalons du retour de la confiance et de la démocratie effective au Togo, et permettre à la Communauté internationale d'ouvrir enfin des négociations pour sauver notre pays des fourches caudines d'apprentis-sorciers de la gouvernance économique.

L'heure n'est plus à l'attentisme, mais à l'action stratégique. La situation de cessation de paiement dans laquelle Faure GNASSINGBE a plongé le Togo, appelle la prise de mesures d'urgence et stratégiques que lui-même et son équipe gouvernementale pourraient être incapables désormais d'assumer, surtout si les bailleurs de fonds classiques commencent à considérer le Togo comme un mauvais payeur de ses dettes avec le risque de créances irrécouvrables.

**La proposition du CVU d'aller vers un Gouvernement de transition à terme et à mandat précis reste d'actualité. L'urgence d'entamer des négociations sur les contours de sa mise en œuvre requiert de Faure Gnassingbé et son équipe gouvernementale de l'humilité et du courage politique. La Communauté internationale devrait corriger ses erreurs d'appréciation sur le Togo en prenant en compte les propositions du CVU. Car en cas de dérapages incontrôlés de la situation politique au Togo, la Communauté internationale, dont la France, ne pourrait affirmer qu'elle n'a pas été prévenue par les acteurs de la société civile dont le CVU tente de refléter les positions !**

**L'urgence du concours de la Communauté internationale se pose désormais avec acuité. Les forces d'alternance, et les mouvements de la société civile, au rang desquels le CVU, présentent en leur sein les compétences requises et les valeurs éthiques qui peuvent permettre de corriger la situation et ramener la confiance entre tous les enfants du Togo!**

**Seule la Résistance citoyenne et seulement elle, permettra au Peuple togolais de faire triompher la vérité des urnes et des comptes publics face à la prédation et au cynisme politiques de Faure GNASSINGBE !**

Le 10 juillet 2010

**Agbéyomé KODJO**  
Coordinateur National Provisoire



**Dr Yves Ekoué Amaïzo**  
Coordinateur International Provisoire